



Conseil économique et social

Distr. générale
10 novembre 2015
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2016

25 janvier-3 février et 16 février 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Alliance Internationale de Tourisme	3
2. Association internationale de sociologie	4
3. Association internationale d'ontopsychologie	5
4. Coalition internationale pour la santé de la femme	6
5. Fédération internationale des professions immobilières	8
6. Fédération internationale pour le planning familial – Région Europe	9
7. Institut international de statistique	11
8. International Police Executive Symposium	12
9. International Religious Liberty Association	13
10. International Rescue Committee, Inc.	14
11. International Samaritan	15



12. La Prévention Routière Internationale	17
13. Organisation internationale de normalisation	18
14. Service international pour les droits de l'homme	20
15. Volontariat international femmes, éducation, développement – VIDES	21

1. Alliance Internationale de Tourisme

Statut consultatif spécial : 1947

Introduction

L'Alliance internationale de tourisme (AIT) est une fédération d'associations automobiles, de touring clubs et d'organismes touristiques. Ses 126 associations membres réparties dans 98 pays du monde représentent plus de 120 millions de membres individuels dans le monde.

Objectifs et mission

Les principaux objectifs de l'AIT consistent à faciliter les voyages touristiques, notamment en ce qui concerne la circulation transfrontalière et la conduite à l'étranger. C'est pourquoi l'AIT s'efforce d'harmoniser la réglementation internationale de la circulation et de protéger les usagers de la route contre une taxation, des procédures et une législation abusives et restrictives. Elle œuvre également de manière à promouvoir toute mesure pouvant contribuer à la sécurité routière et à une utilisation responsable de tout moyen de transport.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Chaque année, l'Alliance internationale de tourisme participe à de nombreuses réunions de divers groupes de travail des Nations Unies, principalement celles organisées dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe (CEE) à Genève, Suisse.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe, l'Alliance internationale de tourisme prend une part active aux travaux du Comité des transports intérieurs et de ses groupes de travail spécialisés. Des rapports écrits et oraux sont présentés sur des thèmes relatifs à la sécurité routière, aux permis de conduire internationaux, aux questions douanières et aux documents de facilitation du passage des frontières. L'AIT participe régulièrement au Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports, au Groupe de travail de la sécurité et de la circulation routières et au Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules entre autres. L'AIT a pleinement contribué aux récentes révisions des conventions douanières des Nations Unies relatives à l'importation temporaire de véhicules routiers privés (1954), des véhicules routiers commerciaux (1956) ainsi que de la Convention sur la circulation routière de 1968.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'AIT suit de près les activités des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, et prend une part active à leurs travaux dans la mesure où ils concernent les domaines de compétence de l'AIT.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'AIT, en collaboration avec la Fédération internationale de l'automobile (FIA), soutient la Décennie d'action pour la sécurité routière des Nations Unies et les objectifs du programme pour l'après-2015 pour la sécurité routière et le transport durable.

2. Association internationale de sociologie

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

L'Association internationale de sociologie (AIS) est une association à but non lucratif et scientifique qui représente tous les sociologues, indépendamment de leur école de pensée, approches scientifiques ou idéologie.

Objectifs et mission

Le but de l'AIS est de faire progresser la connaissance sociologique à travers le monde. Elle établit des contacts entre sociologues et autres spécialistes en sciences sociales à travers le monde et encourage la diffusion et l'échange d'informations sur l'évolution de la connaissance sociologique au niveau mondial. Elle facilite et encourage la recherche et la formation internationales, organise des réunions et planifie régulièrement des congrès mondiaux.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Parmi les conférences organisées par l'AIS on compte : « Beyond the Crisis: Sociology Facing New Forms of Risk, Uncertainty and Precarity », avec la Fédération espagnole de sociologie, 2013; et « Facing an Unequal World: Challenges for Global Sociology », dix-huitième Congrès mondial de sociologie de l'AIS, Japon, 2014. L'AIS a également mené des activités en faveur de jeunes universitaires. Elle a organisé des laboratoires internationaux pour des doctorants en sciences sociales où les étudiants ont présenté leurs projets de doctorat. L'AIS a également publié de nombreux livres et études.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'AIS a participé, entre autres, aux réunions suivantes :

- Cinquante-cinquième, cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme, New York;
- Dixième et onzième sessions de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, New York, 2011, 2012;
- Comité sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Genève, Suisse, 2011;

- Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, Vienne, Autriche, 2011, 2012; et
- Soixante-cinquième Conférence du Département de l'information pour les ONG, New York, août 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au cours de la période considérée l'AIS a organisé des événements parallèles pendant toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme, et a fait des déclarations et fourni des analyses documentaires lors des conférences de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le thème du Congrès mondial de sociologie de l'AIS en 2014, « Facing an Unequal World: Challenges for Global Sociology » a été choisi en ligne avec les objectifs du Millénaire pour le développement. Les conférenciers lors de la séance plénière ont présenté les risques induits par la destruction du tissu social et l'état d'abandon dont souffrent des millions d'êtres humains qui survivent à peine.

3. Association internationale d'ontopsychologie

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

L'Association internationale d'ontopsychologie soutient toute action à travers le monde tendant à améliorer les conditions de vie, le développement de l'être humain et le plein accomplissement de sa dignité, conformément au préambule de la Charte des Nations Unies.

Objectifs et mission

L'Association internationale d'ontopsychologie diffuse à travers les médias des informations concernant les résultats des recherches scientifiques sur l'ontopsychologie, qui constitue une approche novatrice de la thérapie, proposant des solutions évolutives et thérapeutiques pour l'être humain.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période à l'examen, L'Association internationale d'ontopsychologie a organisé plusieurs événements sur les thèmes des examens ministériels annuels de 2011, 2012, 2013 et 2014. Elle a organisé en juin 2011 une conférence intitulée « The new BRIC's youth generation and their future responsibility in the globalized world ». Le thème de l'examen ministériel annuel de 2013 qui s'est tenu à Lizori et Marudo, Italie, du 22 au 26 mars 2013 « Sciences, Technology and the potential of Culture for promoting Sustainable Development and achieving the MDGs » a fourni à L'Association internationale

d'ontopsychologie l'occasion de lancer un colloque sur « Cultural diversity as a driving force for all Mankind ». Enfin, elle a tenu une conférence au Brésil le 16 février 2014 sur le thème de l'examen ministériel annuel « Addressing ongoing and emerging challenges for meeting MDGs in 2015 and on how to sustain development gains for the future ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à tous les débats de haut niveau du Conseil économique et social (ECOSOC) au cours de la période considérée. L'Association internationale d'ontopsychologie a également participé au Forum de l'Alliance des civilisations à Bali (Indonésie) les 29 et 30 août 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association internationale d'ontopsychologie coopère avec le Département de l'information (DI), l'initiative Impact universitaire, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Forum de l'Alliance des civilisations.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association internationale d'ontopsychologie a organisé quatre cours universitaires d'été sur les rapports entre l'ontopsychologie et les objectifs du Millénaire pour le développement et elle organise en permanence des conférences internationales et des événements spéciaux visant à sensibiliser aux objectifs du Millénaire pour le développement. À l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 7, et 8, L'Association internationale d'ontopsychologie a mis en place au Brésil un projet éco biologique, « Recanto Maestro », en partenariat avec des activités entrepreneuriales nationales et des institutions locales. Il s'agit d'un centre d'art novateur et de culture humaniste impliqué dans une urbanisation innovante de la région fondée sur les principes de l'écobiologie, qui a conduit à l'emploi de la population locale et favorise le développement et l'éducation au niveau local.

4. Coalition internationale pour la santé de la femme

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

La Coalition internationale pour la santé de la femme œuvre en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient, ainsi qu'au niveau mondial.

Objectifs et mission

La Coalition internationale pour la santé de la femme améliore la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation des femmes et des jeunes, en particulier des adolescentes.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Parmi d'autres événements, la Coalition internationale pour la santé de la femme a participé activement aux négociations pour les examens de Rio +20, de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) au-delà de 2014, de Beijing +20, et du programme pour l'après-2015. La Coalition internationale pour la santé de la femme a également plaidé en faveur de la résolution sur les mariages d'enfants et les mariages précoces et forcés lors de la vingt-quatrième session du Conseil des droits de l'homme et de la résolution 65 lors de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé, entre autres, aux réunions suivantes :

- Cinquante-cinquième, cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme, New York;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) du 20 au 22 juin 2012, Rio de Janeiro, Brésil;
- Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable de l'Assemblée générale, New York, mars 2013 – juillet 2014;
- Forum politique de haut niveau pour le développement durable, New York, juin – juillet 2014;
- Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014, septembre 2014, New-York; et
- Commission économique pour l'Afrique : examen de Beijing +20, Addis-Abeba, Éthiopie, novembre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Coalition internationale pour la santé de la femme a fourni des conseils stratégiques et techniques à plusieurs organismes des Nations Unies, y compris : le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). En outre, le FNUAP a financé la Coalition internationale pour la santé de la femme pour la formation de jeunes défenderesses du monde du Sud sur la santé reproductive en 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2011, la Coalition internationale pour la santé de la femme a co-parrainé « Expanding community-level access to midwifery resources » avec ONUSIDA, le FNUAP, le Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies (UNICEF), la Banque mondiale et l'OMS pour accélérer les progrès en matière de santé

maternelle. Au cours de la période considérée la Coalition internationale pour la santé de la femme a fourni 59 subventions institutionnelles à des organisations qui œuvrent pour faire avancer l'objectif 5b du Millénaire pour le développement pour parvenir à l'accès universel à la santé reproductive.

5. Fédération internationale des professions immobilières

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

La Fédération internationale des professions immobilières (FIABCI) est un réseau commercial de professionnels de l'immobilier dans le monde entier.

Objectifs et mission

La FIABCI fournit un accès et des possibilités aux professionnels de l'immobilier intéressés par l'acquisition de connaissances, le partage d'informations, et par faire des affaires ensemble au niveau international.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En mai 2014 la FIABCI est devenue partenaire du programme des villes du Pacte mondial des Nations Unies en tant que conseiller immobilier auprès du caucus des Nations Unies sur l'éducation au développement durable. En outre, elle a organisé plusieurs événements parallèles, y compris :

- Un événement parallèle du Groupe consultatif du marché immobilier de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) sur l'écologisation du marché de l'immobilier au cours de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20), 21 juin 2012, Rio de Janeiro, Brésil;
- Un événement parallèle lors du Forum urbain mondial 6, Naples, Italie, du 1^{er} au 7 septembre 2012, et du Forum urbain mondial 7, Medellin, Colombie, 8 avril 2014; et
- Un événement parallèle lors du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Thinkers Campus, Caserte, Italie, 18 octobre 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé, entre autres, aux réunions suivantes :

- Forum de l'entreprise citoyenne du Pacte mondial des Nations Unies à Rio +20 du 20 au 22 juin 2012, Rio de Janeiro, Brésil;
- Séminaire dans la série « Économie verte » : « Construire les villes que nous voulons », CEE, 21 juin 2012, Rio de Janeiro, Brésil; et

- Réunion des ministres et des directeurs d'organismes pour le logement, le développement urbain et l'administration des terres issus de 55 pays, qui a conduit à l'adoption d'une stratégie régionale pour une gestion durable de l'habitat et des terres (2014-2020), 8 octobre 2013, Genève, Suisse.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La FIABCI a contribué et soutenu le travail du Groupe consultatif du marché immobilier de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe dont elle a coordonné un projet sur la cote de l'immobilier : « Real Estate property and market risk evaluation for Real Estate backed financial products ». La FIABCI œuvre également avec ONU-Habitat, le Centre des Nations Unies pour la gouvernance et le programme des villes du Pacte mondial des Nations Unies pour promouvoir la durabilité dans l'immobilier.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de la FIABCI sont principalement axées sur les objectifs du Millénaire pour le développement 7 et 8. La FIABCI se concentre toujours sur la durabilité. La promotion du Policy Framework on Sustainable Real Estate Markets (Cadre de politique générale pour des marchés immobiliers durables) soutient le rôle d'un marché immobilier transparent et structuré comme pierre angulaire de toute économie nationale. La FIABCI est toujours l'un des principaux représentants du secteur privé auprès du Groupe consultatif du marché immobilier de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. Grâce à son programme de récompenses, le « FIABCI Prix d'Excellence », la FIABCI reconnaît l'excellence, y compris en matière de durabilité, en ce qui concerne les projets de développement immobilier dans le monde entier.

6. Fédération internationale pour le planning familial – Région Europe

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

La Fédération internationale pour le planning familial – Région Europe est l'une des six régions de l'International Planned Parenthood Federation, son bureau régional se situe à Bruxelles en Belgique et se compose de 39 associations membres en Europe et en Asie centrale.

Objectifs et mission

La mission de la Fédération internationale pour le planning familial – Région Europe consiste à faire respecter le droit fondamental de chacun à prendre des décisions libres et informées en matière de sexualité et de reproduction, et de lutter pour l'accès à l'information, à l'éducation et à des services de santé de qualité dans les domaines de la sexualité, de l'identité sexuelle, de la conception, de la contraception, de l'avortement sans risques et des maladies sexuellement transmissibles, dont le VIH/sida.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération internationale pour le planning familial – Région Europe contribue activement aux processus de consultation aux niveaux national, régional et international pour examiner le cadre mondial de développement pour l'après-2015, la Conférence internationale sur la population et le développement +20 et Beijing +20.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération internationale pour le planning familial – Région Europe a participé, entre autres, aux réunions suivantes :

- Toutes les sessions de la Commission sur la population et le développement, New York;
- La Réunion consultative de haut niveau sur la sécurité d'approvisionnement en produits de santé en matière de procréation du Bureau régional du FNUAP pour l'Europe orientale et l'Asie centrale, Bruxelles, Belgique 6 et 7 juin 2012;
- La Conférence de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) Europe « Éliminer la violence à l'égard des femmes en Europe », Vienne, Autriche, 25 et 26 novembre 2013;
- La consultation régionale des femmes sur Beijing +20 de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE), Genève, Suisse 6 et 7 novembre 2014;
- La cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, du 10 au 21 mars 2014 : et
- La session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014, le 22 septembre 2014, New-York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'OMS Europe et la Fédération internationale pour le planning familial – Région Europe ont organisé conjointement une réunion sur l'amélioration de l'accès aux services d'avortement médicalisé et les services de santé reproductive connexes dans la Région Europe, 30 et 31 mai 2012, Riga, Lettonie. La Fédération internationale pour le planning familial – Région Europe a signé un protocole d'accord avec le Bureau régional pour l'Europe orientale et l'Asie centrale du FNUAP comprenant des programmes de travail annuels. La Fédération internationale pour le planning familial – Région Europe a organisé en collaboration avec le Bureau régional pour l'Europe orientale et l'Asie centrale du FNUAP les trois premiers forums régionaux sur les Groupes de travail interorganisations sur la santé procréative en situation de crise 20 et 21 novembre 2012, 6 et 7 novembre 2013, et du 14 au 16 octobre 2014, Istanbul, Turquie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération internationale pour le planning familial – Région Europe maintient son soutien aux initiatives de la région visant à tenir les gouvernements pour responsables de la mise en œuvre de l'objectif du Millénaire pour le développement 5b. Une réunion de haut niveau s'est tenue à Almaty au Kazakhstan les 19 et 20 mars 2013 avec des représentants des gouvernements, des donateurs et des institutions internationales afin de définir les droits et les besoins régionaux en matière de santé sexuelle et procréative pour l'après-2015.

7. Institut international de statistique

Statut consultatif spécial : 1947

Introduction

L'Institut international de statistique (IIS) est une société professionnelle créée en 1885 qui compte des membres (particuliers et institutions) dans plus de 140 pays.

Objectifs et mission

L'objectif de l'IIS est de promouvoir la compréhension, le développement, et de bonnes pratiques de la statistique dans le monde entier. L'IIS organise des ateliers et des formations pour renforcer les capacités dans le domaine de la statistique. L'IIS tient également un congrès mondial biennal de la statistique qui rassemble plusieurs milliers de statisticiens.

Changements à signaler

Les lois et règlements révisés sont entrés en vigueur le 29 novembre 2011.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'IIS a organisé le Congrès mondial de la statistique en 2011 à Dublin, République d'Irlande, et en 2013 à Hong Kong (région administrative spéciale de Chine). L'IIS a lancé le projet international de renforcement des compétences statistiques dans le monde parmi les jeunes et les adultes à travers 120 pays. Il a coorganisé l'Année Internationale de la Statistique en 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'IIS a participé aux quarante-deuxième, quarante-troisième, quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions de la Commission de statistique de l'ONU à New York, du 22 au 25 février 2011; du 28 février au 2 mars 2012; du 26 février au 1^{er} mars 2013; du 3 au 7 mars 2014. Il a organisé un événement parallèle intitulé « Developing a Partnership between the Statistical Agencies and the International Statistical Institute: A Discussion » pendant la quarante-cinquième session, le 3 mars 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'IIS a coopéré avec la Division de statistique de l'ONU pour la Journée mondiale de la statistique et les Principes fondamentaux de la statistique officielle et

les mégadonnées. La Division de statistique de l'ONU organise plusieurs sessions à l'occasion des Congrès mondiaux biennaux de la statistique de l'IIS.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IIS a pris plusieurs initiatives visant à accroître la capacité statistique dans les pays en développement élargissant ainsi la base statistique concernant les objectifs du Millénaire pour le développement. Il a notamment lancé un atelier de haut niveau sur la direction des systèmes de statistique modernes pour les pays africains anglophones à Addis-Abeba, Éthiopie, et pour les pays francophones à Dakar, Sénégal, ainsi que des initiatives pour des systèmes d'encadrement d'étudiants dans les pays en développement.

8. International Police Executive Symposium

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'International Police Executive Symposium (IPES) réunit des scientifiques et des professionnels de la police afin de faciliter les échanges et publications interculturels, internationaux et interdisciplinaires pour des services de police et un État de droit plus efficaces et humains dans toutes les nations du monde.

Objectifs et mission

L'IPES organise une conférence mondiale annuelle qui encourage les débats et les écrits sur des questions épineuses y compris les droits de l'homme, l'exploitation criminelle des femmes et des enfants, les rapports entre la police et les communautés et l'échange de renseignements entre autres sujets.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'IPES a tenu sa vingt-troisième réunion annuelle « Economic Development, Armed Violence and Public Safety » à New York en coopération avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) du 5 au 10 août 2012. Les actes des réunions seront publiés fin 2015 dans un livre intitulé « Economic Development, Crime and Policing: Global Perspectives ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'IPES a participé, entre autres, aux réunions suivantes :

- Les cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme à New York; l'IPES a fait une déclaration orale au cours de la cinquante-septième session et organisé une manifestation parallèle intitulée « Policies and Practices in Addressing Violence against Women and Girls: An Interdisciplinary Approach » lors de la cinquante-huitième session, 10 mars 2014;

- La septième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (ONUDC) du 6 au 10 octobre 2014, Vienne, Autriche, au cours de laquelle elle a organisé un événement parallèle intitulé « Strategies in Combating Transnational Organized Crime in Africa: The Ghanaian Experience »;
- Le deuxième forum annuel des parties prenantes à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), 4 et 5 décembre 2013, New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'International Police Executive Symposium est membre du Comité des ONG sur la condition de la femme à New York. En outre, l'IPES œuvre actuellement avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour débattre de questions d'intérêt mutuel, de collaboration et d'une prochaine réunion qui se tiendra en 2016 à Vienne en Autriche, avec le soutien du Conseil universitaire pour le système des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IPES a promu l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au cours de la manifestation parallèle tenue lors de la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme.

9. International Religious Liberty Association

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

L'International Religious Liberty Association (IRLA) est une association vouée à la liberté de conscience pour tous les peuples. L'IRLA compte des associations nationales dans 80 pays et 13 chapitres régionaux qui couvrent l'ensemble du globe.

Objectifs et mission

L'IRLA diffuse les principes de la liberté religieuse à travers le monde; défend et préserve les droits civils de chacun : la liberté de pratiquer ou pas, la liberté d'adopter la religion ou la conviction de son choix, de manifester sa croyance par l'observation, la diffusion et l'enseignement d'une religion à la seule condition de respecter les droits d'autrui à cet égard; soutient le droit des organisations religieuses à agir librement dans tous les pays en fondant et en possédant des institutions caritatives ou éducatives; et organise des chapitres locaux, régionaux et nationaux, ainsi que des séminaires et des congrès.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'IRLA organise des réunions annuelles d'experts, des séminaires, des colloques et des festivals de liberté religieuse dans tous les continents; publie une revue « Fides et Libertas » et un rapport mondial tous les quatre ans; et anime une émission de télévision « Global Faith and Freedom on religious freedom around the world ».

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'IRLA assiste régulièrement aux réunions du Comité des droits de l'homme à New York et du Conseil des droits de l'homme à Genève, Suisse. L'IRLA participe aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme et à d'autres réunions parrainées par les Nations Unies telles que l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'IRLA collabore avec le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction. Elle appuie, développe, et éduque activement quant aux principes de la liberté religieuse et à la liberté de conscience énoncés dans les documents des Nations Unies traitant de la liberté religieuse.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IRLA a concentré ses activités sur le développement et la mise en œuvre de programmes d'éducation et de sensibilisation pour développer les connaissances sur la liberté religieuse et les droits de l'homme pour tous les individus et groupes à travers le monde. L'IRLA est également partie prenante en ce qui concerne la campagne contre la traite des êtres humains.

10. Comité international de secours

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

La mission du Comité international de secours est d'aider les personnes dont la vie et les moyens de subsistance sont anéantis par les conflits et catastrophes à survivre, récupérer et prendre le contrôle de leur avenir. Le Comité est opérationnel dans plus de 40 pays.

Objectifs et mission

Le Comité international de secours aide les personnes obligées de fuir la guerre, les conflits et les catastrophes, ainsi que les communautés d'accueil qui les soutiennent et ceux qui restent dans leurs foyers et leurs communautés. Il vise à être un leader dans le domaine humanitaire en mettant en œuvre des programmes rentables et à fort impact, et en utilisant son expérience et ce qu'il a appris pour élaborer des politiques et des pratiques.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Comité international de secours met en œuvre des programmes visant à obtenir des résultats en matière de sécurité, de santé, d'éducation, de revenu et de puissance en faveur des personnes dont il s'occupe.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Comité international de secours participe à un certain nombre de processus de consultation, de conférences, de réunions et de panels des Nations Unies. Il s'engage auprès des Nations Unies par l'intermédiaire du Comité permanent interorganisations, notamment en participant au Groupe des directeurs de programmes d'aide d'urgence (2014-2016), au Conseil international des agences bénévoles (CIAB) et à InterAction.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Comité international de secours s'associe aux agences spécialisées des Nations Unies, telles que le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'UNICEF pour fournir secours et assistance. Il s'engage auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies – y compris le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), le Département des affaires politiques (DAP) et le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) sur les questions relatives à la protection et à l'assistance. Le Comité a également participé au débat consacré aux affaires humanitaires du Conseil économique et social (ECOSOC), pendant lequel il a coparrainé une manifestation parallèle en 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le travail du Comité international de secours dans les pays en crise par rapport aux soins de santé, y compris la santé maternelle et reproductive, ainsi que la protection de l'enfance et l'éducation, la reprise économique et le développement, et l'autonomisation des femmes contribue toujours à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Plus récemment, le Comité s'est joint aux efforts visant à contribuer à l'élaboration des objectifs de développement durable, en particulier pour garantir que ceux qui vivent dans les zones de conflit ne sont pas laissés pour compte.

11. International Samaritan**Statut consultatif spécial : 2011****Introduction**

L'International Samaritan fournit éducation, logement, nourriture, microcrédits, et expériences de volontariat en immersion pour réduire la pauvreté dans les pays en développement. Ses programmes ciblent les communautés des

décharges d'ordures au Guatemala, Honduras, Nicaragua, El Salvador, Haïti, et Éthiopie.

Objectifs et mission

L'International Samaritan vise à réduire la pauvreté dans les communautés des décharges d'ordures dans le monde entier. L'organisation atteint ses objectifs grâce à des dons et aux efforts de bénévoles qui sont employés pour construire et financer des écoles, des crèches, des logements et des centres médicaux; elle fournit des programmes alimentaires et des bourses.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'International Samaritan œuvre à travers divers programmes, comme suit :

- Logement : l'International Samaritan construit des logements pour les familles de mères célibataires vivant dans la décharge d'ordures de Granada, Nicaragua;
- Éducation : l'International Samaritan soutient et améliore des écoles au Nicaragua et au Guatemala et a donné ainsi une éducation à 2450 enfants grâce à l'école secondaire. L'organisation a aidé soixante étudiants au Guatemala et en Éthiopie grâce à des bourses qui leur ont permis d'aller à l'école;
- Crèches : l'International Samaritan soutient Santa Clara Nursery à Guatemala, Guatemala;
- Alimentation et nutrition : l'International Samaritan soutient deux programmes alimentaires à Guatemala, Guatemala;
- Missions médicales: l'International Samaritan a organisé de nombreuses brigades médicales et dentaires au Nicaragua et au Honduras;
- Sensibilisation à la pauvreté : l'International Samaritan a organisé 66 expériences de volontariat en immersion en faveur d'écoles secondaires, collèges et églises;
- Autonomisation des femmes et soutien : l'International Samaritan a lancé et pris en charge un « Girls Club » à Guatemala, au Guatemala, qui assiste des jeunes femmes dans leur vie éducative et personnelle.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation spécifiée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération spécifiée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le travail de l'International Samaritan a contribué à l'objectif du Millénaire pour le développement 1- 6 comme décrit ci-dessus. L'International Samaritan a également contribué à l'objectif du Millénaire pour le développement 8 au Nicaragua et au Guatemala en collaborant avec les municipalités locales et régionales, le ministère de la santé du Nicaragua et une ONG locale pour construire des logements, améliorer des écoles et organiser des missions médicales.

12. La Prévention Routière Internationale

Statut consultatif spécial : 1987

Introduction

La Prévention Routière Internationale (PRI) est une ONG mondiale fondée en 1959. La PRI exige la tolérance zéro pour les victimes de la route. Elle met l'accent sur la prévention et sur le facteur humain. Ses membres sont des spécialistes de l'enseignement scolaire, de la communication, des campagnes et de la sensibilisation.

Objectifs et mission

L'objectif de la PRI est de promouvoir la sécurité routière au niveau international en sensibilisant à la sécurité routière et de stimuler la coopération internationale entre les organismes nationaux de sécurité routière.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La PRI et ses membres se sont engagés par rapport à la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020. La PRI a participé activement au symposium de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) qui s'est tenu à Belgrade, Serbie, en 2011 pour lancer la Décennie d'action. Elle a organisé ses conférences internationales annuelles dans le cadre de la Décennie. En outre, la PRI a assisté à la 2^{ème} Semaine mondiale des Nations Unies pour la sécurité routière et a organisé dans de nombreux pays des LongShortWalks. En mai 2013, elle a organisé une conférence internationale sur la sécurité routière des piétons et des cyclistes au cours de la semaine de la sécurité routière. La PRI a également participé à Genève en 2013 au lancement du Rapport, des Nations Unies, de situation sur la sécurité routière dans le monde.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La PRI est membre du Groupe des Nations Unies pour la collaboration en matière de sécurité routière et a assisté à toutes ses réunions. La PRI a participé en tant qu'observateur au Groupe de travail 1 de la CENUE () et a assisté à certaines de ses réunions.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La PRI a coopéré avec le Groupe des Nations Unies pour la collaboration en matière de sécurité routière et le Groupe de travail 1 de la CENUE. Au cours de tous les événements internationaux la PRI a collaboré avec les organismes des Nations Unies, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et les représentants des pays du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, et de l'Europe orientale.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La PRI, a apporté une contribution à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) directement et à travers le Groupe des Nations Unies pour la collaboration en matière de sécurité routière. Elle appuie toujours le programme de développement pour l'après-2015 et l'intégration de la sécurité routière à travers le Groupe des Nations Unies pour la collaboration en matière de sécurité routière et le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable.

13. Organisation internationale de normalisation

Statut consultatif général : 1947

Introduction

L'Organisation internationale de normalisation (ISO) est une organisation indépendante, non gouvernementale, de caractère associatif et le premier producteur mondial de normes internationales d'application volontaire. Elle regroupe 162 pays membres qui sont les organismes nationaux de normalisation à travers le monde; son secrétariat central se trouve à Genève, Suisse.

Objectifs et mission

À travers les normes internationales, l'ISO vise à promouvoir le développement de la normalisation et des activités connexes dans le but de faciliter les échanges internationaux de biens et de services et à développer la coopération dans les sphères des activités intellectuelle, scientifique, technologique et économique.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période à l'examen, l'ISO a mené des activités de formation et de renforcement des capacités auxquelles ont participé plus 17 200 personnes issues de 118 pays.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'ISO a participé entre autres aux réunions suivantes :

- Les sessions annuelles conjointes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'OMS, de la Commission du Codex Alimentarius mondiale célébrées à Genève, Suisse, et à Rome, Italie;
- Les réunions mensuelles organisées par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG);
- Les conférences internationales et les réunions techniques du Comité des normes de sûreté de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA);
- Le Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE); et
- Au Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation de la CENUE.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'ISO a coopéré avec plusieurs organismes des Nations Unies comme suit :

- Depuis février 2013, un représentant de la FAO participe à un groupe de travail élaborant une spécification technique sur le bien-être animal.
- L'ISO a produit de nombreuses normes en coordination avec l'Organisation maritime internationale (OMI), dont 28000 sur les systèmes de gestion de la sécurité concernant la chaîne d'approvisionnement.
- L'ISO et l'Union internationale des télécommunications (UIT) collaborent dans le cadre de la World Standards Cooperation.
- L'ISO a élaboré de nombreuses normes avec la CENUE comme en témoigne le règlement technique mondial (RTM).
- La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) participe aux travaux de l'ISO/TC 207/SC 7 – Gestion des gaz à effet de serre et effets associés.
- Une importante collaboration existe avec l'OMS par rapport à la norme ISO/TC 215 – Informatique de santé, et la norme ISO/TC 212 – Laboratoires d'analyses de biologie médicale et systèmes de diagnostic in vitro.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les comités techniques de l'ISO ont contribué à la réalisation d'objectifs du Millénaire pour le développement, entre autres : ISO/TC 265 Captage du dioxyde de carbone, transport et stockage géologique (2011); ISO/TC 268 Aménagement durable (2012); ISO/TC 282 Recyclage des eaux (2013); ISO/TC 285 – Fourneaux et foyers de cuisson propres (2013); et ISO/PC 278 – Systèmes de management anti-corruption (2013).

14. Service international pour les droits de l'homme

Statut consultatif spécial : 1991

Introduction

Le Service international pour les droits de l'homme (SIDH) est une ONG indépendante créée en 1984 et dédiée à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

Objectifs et mission

L'objectif du SIDH est de soutenir les défenseurs des droits de l'homme et de plaider pour des lois et des institutions des droits de l'homme plus fortes et plus efficaces. Le Service conduit des recherches et des analyses, et s'occupe de plaider et de développement de politiques. Il procure un renforcement des capacités aux défenseurs des droits de l'homme et mène des contentieux stratégiques au niveau international et régional.

Changements à signaler

Pas de changements à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le SIDH soutient et accompagne les défenseurs dans leur plaidoyer auprès du Conseil des droits de l'homme, de l'Examen périodique universel, des Organes des traités des droits de l'homme des Nations Unies et de l'Assemblée générale. Il veille à ce que le rôle et les besoins de protection des défenderesses soient pris en compte dans les normes et résolutions internationales; à renforcer la protection de la responsabilité des ONG en vertu de lois et de politiques nationales et internationales; et à la fin des représailles contre les défenseurs des droits de l'homme. Il publie également des bulletins d'information périodiques avec les dernières nouvelles internationales en matière de droits de l'homme, des points de vue et des développements, ainsi que des manuels et des rapports de recherche.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le SIDH a fait de nombreuses déclarations auprès du Conseil des droits de l'homme et a organisé de nombreux événements parallèles au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale, dont les suivants entre autres :

- Réunion parallèle sur les défenseurs des droits de l'homme les plus en danger, Conseil des droits de l'homme dix-neuvième session, Genève, Suisse, 2012;
- Déclaration sur la protection des défenseurs des droits de l'homme, vingt-troisième session du Conseil des droits de l'homme, 2013;
- Réunion parallèle sur les peuples autochtones et le cadre international des droits de l'homme, soixante-septième session de l'Assemblée générale, 2012; et
- Manifestation parallèle, coparrainée par les missions de la Tunisie et de l'Uruguay, sur les engagements et les points de vue des candidats au Conseil des droits de l'homme, soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En octobre 2011, le SIDH a participé à une table ronde de haut niveau sur « Stopping reprisals for cooperating with the United Nations in the field of human rights », organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), parallèlement à l'Assemblée générale. En 2014, le SIDH et le HCDH ont co-organisé une table ronde sur la protection des défenseurs des droits de l'homme pendant le Forum sur les entreprises et les droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le SIDH a publié des rapports analytiques sur les États examinés dans le cadre de l'Examen périodique universel. Les rapports comprennent des mises à jour sur les réalisations de l'État par rapport aux objectifs du Millénaire pour le développement.

15. Volontariat international femmes, éducation, développement

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Volontariat international femmes, éducation, développement (VIDES) est une organisation internationale de volontariat des jeunes qui coordonne des activités visant à promouvoir les droits des femmes, des jeunes et des enfants, en particulier en faveur des personnes les plus dans le besoin, dans 43 pays.

Objectifs et mission

VIDES met en œuvre des programmes éducatifs et de formation ciblés pour les enfants, les jeunes et les femmes afin qu'ils puissent devenir des citoyens actifs et jouer un rôle au sein de leurs sociétés.

Changements à signaler

VIDES a ouvert des unités locales au Brésil, en République bolivarienne du Venezuela, en Espagne, en Suisse, en République du Congo, en Colombie et en Haïti.

Contribution à des activités des Nations Unies

VIDES a organisé un séminaire régional sur « Human Rights and volunteerism », du 31 octobre au 2 novembre 2013, à Nemi, Italie; et une conférence régionale sur « Youth participation and Human Rights », du 31 octobre au 2 novembre 2014, à Viterbe, en Italie. L'association a également organisé des cours de formation ad hoc pour les défenseurs des droits de l'homme, comme par exemple « The right to education of children living and/or working in the street », février-mars 2011, Genève, Suisse, entre autres.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

VIDES participe au Conseil des droits de l'homme, à l'Examen périodique universel et à la Commission de la condition de la femme. VIDES collabore

régulièrement avec le Comité des droits de l'enfant et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. De 2011 à 2014, VIDES a présenté 41 déclarations au Conseil des droits de l'homme, 16 soumissions conjointes à l'Examen périodique universel et organisé 6 événements parallèles lors des sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme et 4 événements parallèles pendant la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

VIDES et son partenaire local, the Salesian Sisters of Don Bosco, ont renforcé leur partenariat avec l'UNICEF au marché Dantokpa de Cotonou, Bénin, où des enfants victimes d'exploitation sont pris en charge. VIDES et Salesian Sisters ont également collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour prévenir et réduire la violence fondée sur le sexe à Cotonou, Bénin.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les travaux de VIDES ont soutenu les objectifs du Millénaire pour le développement entre autres à travers les activités suivantes :

- Objectif 1 : cours orientés vers l'emploi et formation professionnelle pour les jeunes défavorisés; aide alimentaire d'urgence;
- Objectif 2 : construction ou rénovation d'écoles; formation des enseignants; parrainage d'enfants de l'instruction élémentaire;
- Objectif 3 : cours de formation professionnelle et de formation à l'entrepreneuriat pour les femmes;
- Objectif 4 : fourniture de soins de médecine générale; compléments alimentaires pour les enfants;
- Objectif 5 : fourniture de soins médicaux pour les femmes;
- Objectif 7 : construction de puits; installation des filtres à eau pour fournir de l'eau potable; et
- Objectif 8 : organisation d'une formation en informatique et cours d'anglais pour les jeunes.